



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral DCPAT – BAE n° 2025 - 676

portant autorisation environnementale

**pour l'extension de capacité d'une installation de transit et de regroupement
de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Saint-Martin-de-Seignanx**

SARP Sud-Ouest

Le Préfet,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, Préfet des Landes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 mai 2025 modifiant certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2711 (transit, regroupement ou tri de déchets électriques et électroniques), 2712 (moyens de transports hors d'usage), 2713 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux), 2714 (transit, regroupement ou tri de déchets de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois), 2716 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2781 (méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute), 2783 (déconditionnement de biodéchets), 2791 (traitement de déchets non dangereux), 2792 (traitement des déchets contenant des PCB/PCT) et 2794 (broyage de déchets végétaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-519 du 18 décembre 2023 fixant la liste des publications de presse et des services de presse en ligne (SPEL) à publier les annonces judiciaires et légales (AJL) pour l'année 2024, dans le département des Landes, modifié par arrêté n° 2024-204 du 11 mars 2024 et par arrêté n° 2024-244 du 2 avril 2024 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-52-SG du 9 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, Secrétaire Générale de la préfecture des Landes ;

- Vu** l'accusé de réception délivré le 26 janvier 2015 à la société SITA SUD-OUEST pour la déclaration d'une installation classée de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux (rubrique 2718) pour une quantité inférieure à 1 tonne sur la commune de Saint-Martin-de-Seignanx ;
- Vu** le dossier du 17 novembre 2024, complété le 14 mai 2025, de demande d'autorisation d'extension de la plateforme de Saint-Martin-de-Seignanx ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2025 prescrivant l'organisation d'une consultation du public parallélisée pour une durée de trois mois du 22 juillet au 22 octobre inclus sur le territoire des communes de Saint-Martin-de-Seignanx, Ondres et Tarnos ;
- Vu** les publications dans les journaux locaux Les Annonces Landaises et Sud-Ouest, respectivement en date du 2 et 3 juillet 2025, puis le 23 juillet 2025 ;
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Saint-Martin-de-Seignanx, Ondres et Tarnos ;
- Vu** le registre d'enquête et l'avis de la commission d'enquête du 10 novembre 2025
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation transmis pour observations à l'exploitant par courriel du 20 novembre 2025 ;
- Vu** les observations de l'exploitant transmises par courriel du 28 novembre 2025 concernant le projet d'arrêté ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 décembre 2025 proposant à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral d'autorisation pour l'établissement SARP Sud-Ouest ;
- Vu** l'avis en date du 17 décembre 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;
- Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
- Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- Considérant** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- Considérant** que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
- Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;
- Considérant** que l'exploitant demande à bénéficier de la procédure de rupture de traçabilité pour les déchets entrants telle que prévue par les dispositions des articles L. 541-7-2 et D. 541-12-2 du Code de l'environnement et ainsi devient producteur des déchets sortants ;
- Considérant** que la rupture de traçabilité ne doit en aucun cas permettre de diluer la pollution ou de modifier la classification d'un déchet et que l'exutoire et le mode de traitement prévu avant regroupement ne doivent en outre pas être modifiés ;
- Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire

La société SARP Sud-Ouest, dont le siège social est situé 8 Avenue Manon Cormier à Bassens (33530), est autorisée à augmenter la capacité des activités de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux de la plateforme située au 2861 Route de Northon à Saint-Martin-de-Seignanx (40390) selon les conditions du présent arrêté.

Article 2 – Localisation

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	Surface
Saint-Martin-de-Seignanx	1084 de la section OK	4 970 m ²

Article 3 – Tableau de classement ICPE

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature des installations	Régime*
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	49 tonnes <i>Eaux et boues hydrocarburées</i>	Autorisation
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 100 m ³ .	80 m ³	Non Classé

Article 4 – Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées à l'article 3 ci-dessus.

Les différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE du site sont notamment :

- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 mai 2025 modifiant certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2711 (transit, regroupement ou tri de déchets électriques et électroniques), 2712 (moyens de transports hors d'usage), 2713 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux), 2714 (transit, regroupement ou tri de déchets de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois), 2716 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2781 (méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute), 2783 (déconditionnement de biodéchets), 2791 (traitement de déchets non dangereux), 2792 (traitement des déchets contenant des PCB/PCT) et 2794 (broyage de déchets végétaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 – Consistance des installations

L'établissement, composé d'une plateforme de 4 970 m², comprend (cf. plan de masse en annexe) :

- deux cuves aériennes en acier de 30 m³, dans une rétention maçonnée, utilisées pour le regroupement des graisses ;
- une cuve pour les eaux hydrocarbonnées de 40 m³ sur rétention avec sonde de niveau, dont les informations seront reportées vers le bureau ;
- une benne de 15 m³ étanche et capotée prévue pour l'entreposage des déchets issus du nettoyage des citernes des camions de déchets dangereux (eaux de rinçage et résidus dits « sables »).
- une benne de 20 m³ étanche et capotée prévue pour l'entreposage des déchets issus du nettoyage des citernes des camions de déchets non dangereux (eaux de rinçage et résidus dits « sables »).
- un ensemble de bungalow qui regroupe les bureaux et les vestiaires.

L'établissement est clôturé. Un portail interdit l'accès en dehors des heures de fonctionnement.

Article 6 – Description des déchets entrants

Les principaux déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code déchet CED	Désignation des déchets	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises
Déchets dangereux	13 05 01*	Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	Départements 40, 47, 64 et 32	49 t
	13 05 02*	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures		
	13 05 03*	Boues provenant de déshuileurs		
	13 05 06*	Hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures		

Type de déchets	Code déchet CED	Désignation des déchets	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises
	13 05 07*	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures		
	13 05 08*	Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures		
	16 07 08*	Déchets contenant des hydrocarbures et provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport		
Déchets non dangereux	03 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs	Départements 40, 47, 64 et 32	80 m ³
	10 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs		
	19 08 02	Déchets de dessablage		
	19 08 05	Boues provenant du traitement des eaux urbaines		
	19 08 09	Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et des graisses alimentaires		
	20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires		
	20 03 04	Boues de fosse septique		
	20 03 06	Déchets provenant du nettoyage des égouts		

Article 7 – Rupture de traçabilité et dérogation à l'interdiction de mélange de déchets

L'exploitant est dispensé de ses obligations réglementaires en matière de traçabilité des déchets dangereux entrant sur le site et ayant subi un traitement ne permettant plus d'identifier la provenance initiale. Cela concerne notamment les eaux et boues hydrocarburées.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Compte-tenu de la nature des activités envisagées, l'exploitant est autorisé, en application de l'article D. 541-12-2 du Code de l'environnement, à procéder aux mélanges prévus au premier alinéa de l'article L. 541-7-2.

L'organisation mise en place sur le site doit permettre d'assurer la traçabilité des opérations de mélange. De même, il doit être possible de connaître à tout moment le contenu et les caractéristiques des mélanges de chaque cuve.

Article 8 – Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 9 – Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 10 – Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 11 – Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : activités industrielles et artisanales conformément au règlement du PLUi de Saint-Martin-de-Seignanx en vigueur.

Les conditions de remise en état du site sont définies dans le chapitre 13 du document « PJ46_Description_activites_SARPSUDOUEST_SMSx_2401c » inclus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale (version d'octobre 2024 - affaire n° 23-042).

Article 12 – Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 13 – Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue d'une information des tiers :

- 1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Saint-Martin-de-Seignanx et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Martin-de-Seignanx pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir les communes d'Ondres et de Tarnos ;
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 – Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture des Landes, le Sous-Préfet de Dax, le Maire de Saint-Martin-de-Seignanx, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARP Sud-Ouest.

Mont-de-Marsan, le **13 JAN. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Annexe : plan d'entreposage du site

